

# Impact A quel point la finance est-elle sociale ?

**François Cajot**

(PlaNet Finance Belgique.  
Responsable  
développement)

L'année 2005 a mis le microcrédit à l'honneur. Une consécration au niveau international qui rappelle que la microfinance est considérée comme un des moyens d'éradication de la pauvreté, particulièrement dans les pays émergents. Certaines expériences ont démontré les limites et même les effets négatifs de la microfinance. Comment dès lors évaluer sa contribution au développement ? Tour d'horizon des méthodes éprouvées et des nouvelles initiatives.

**D'abord l'éducation,  
puis l'argent ou d'abord  
l'argent, puis l'éducation ?  
La finance avant le social  
ou le social avant la finance ?  
Photo : Giacomo Pirozzi / Panos**



**S**'il est avéré que la microfinance peut aider bien des populations, certains jouent aux « apprentis sorciers » du financement décentralisé en négligeant d'effectuer les études préalables sur les besoins financiers réels de la population. D'autres oublient d'évaluer les impacts potentiels de la microfinance comparés avec les divers types de dispositifs de lutte contre la pauvreté en matière de santé, d'éducation, de formation technique, d'adduction d'eau ou encore de transport. Cette irresponsabilité peut conduire à des drames : le manque d'efficacité, voire la fermeture de certaines organisations de microfinance qui laissent les clients dans une situation pire que celle précédant la mise en place du projet.

Néanmoins, la microfinance séduit les autorités publiques et les organisations privées de développement. Ces dernières voient en elle un moyen d'accorder une indépendance financière et une capacité entrepreneuriale aux pauvres tout en réduisant considérablement le coût des programmes de lutte contre le sous-emploi et la pauvreté. Après quelques années d'essais et en ne retenant que les « bonnes pratiques », c'est-à-dire les expériences les plus performantes, l'autofinancement des organismes de microfinance deviendrait même envisageable.

## **Pression à la rentabilité : pas que du bon**

La soumission des institutions de microfinance (IMF) aux impératifs d'autonomie financière dictés par les donateurs constitue un danger. Les >

► programmes se concentrent alors sur la tranche de la population la plus rentable, la maigre classe moyenne. Du coup la microfinance délaisserait à court terme la majorité des personnes les plus démunies. Selon la théorie dite du « *triple-down-effect* », qui a souvent montré ses limites, les populations pauvres bénéficieraient ensuite du développement économique de la classe moyenne. Dans ce cas de figure, bien que la microfinance offre des services financiers à des personnes exclues des banques commerciales, elle ne remplit plus son rôle dans la lutte contre la pauvreté.

Suite aux impératifs de pérennisation financière, les IMF dans la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine se sont développées en milieu urbain. Elles ciblent alors une clientèle de petit commerce (qui a les capacités de rembourser des crédits à taux élevés) et délaissent en général le milieu rural. Une large majorité de la population dans ces pays reste donc exclue du crédit, d'où la nécessité d'une diversité d'IMF avec une diversité d'objectifs et de clientèles (avec différents degrés de richesse/pauvreté). Jonathan Morduch, expert académique en microfinance, fait d'ailleurs remarquer que la microfinance ne touche pas systématiquement les plus pauvres des pauvres <sup>(1)</sup>.

## Deux types d'évaluation d'impact

L'espoir que nourrit la microfinance comme outil de lutte contre la pauvreté, mais aussi l'ampleur des ressources investies, ont naturellement accentué l'attention portée aux études d'impact de la microfinance. Diverses méthodologies ont été développées à cet effet <sup>(2)</sup>. Cependant, évaluer l'impact avec rigueur s'avère très difficile et onéreux. Les méthodes de mesure les plus souvent utilisées s'appuient sur des indicateurs qualitatifs. Un compromis a donc dû être dégagé entre une étude minutieuse et un coût abordable pour la réalisation efficiente de l'évaluation de l'impact de la microfinance.

Il existe deux grands courants de mesure de l'impact de la microfinance sur les populations qui en bénéficient. Ceux-ci sont le fruit des deux approches générales du microcrédit. L'une est qualifiée « d'institutionnaliste » (ou minimaliste), l'autre de « bien-être » (ou maximaliste). Les institutionnalistes estiment que si une IMF augmente sa clientèle et enregistre des taux élevés de remboursement, elle couvre ses coûts et ne dépend plus de subventions. Cela prouve en outre que les clients sont satisfaits des

services. Et donc, que l'impact de l'institution est positif. Sa performance financière est dans ce cas-ci privilégiée au détriment d'une réflexion sur l'adéquation entre les services financiers eux-mêmes et leur impact sur les clients.

Cette vision fait partie intégrante du paradigme dominant depuis le début des années 90 : le libéralisme absolu prôné par les institutions de Bretton Woods, tel le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Selon ses détracteurs, la microfinance ne sert finalement qu'à réglementer le marché dans les pays en voie de développement afin d'en tirer une plus-value. Elle est l'instrument parfait d'intégration des pauvres dans le marché financier.

Cette volonté se traduit par l'obligation imposée aux IMF de devenir financièrement indépendantes ou, à tout le moins, les plus performantes possibles. Cet objectif interfère dans la plupart des cas avec les autres missions que se donnent souvent les IMF. A savoir : offrir des services financiers aux pauvres, créer de l'emploi, permettre l'éducation des enfants, fournir des soins de santé et aider les populations à poser des choix en adéquation avec leurs besoins.

A l'inverse, la logique dite du « bien-être » vise à aller plus en profondeur (en termes de budget et de technique) afin d'évaluer l'impact de la microfinance sur l'ensemble des bénéficiaires. Cette approche insiste sur l'impact du service du point de vue de ses clients. Elle permet une analyse des contraintes des clients et des raisons de succès, d'échec ou d'abandon de ceux-ci par rapport au programme de microfinance.

Dans ce cas, on ne s'interroge pas sur la question du nombre de clients atteints, comme le fait la méthode précédente, mais plutôt sur le type de clients ciblés et sur l'adéquation entre leurs besoins et les services offerts. Bien que son coût soit plus élevé en termes de financement et de méthodes, cette manière de procéder est particulièrement intéressante parce qu'elle se fonde sur les besoins de management nécessaires à l'amélioration du fonctionnement des institutions de microfinance.

A titre d'exemple, la méthode IKM (Impact-Knowledge-Market) de Planet Finance se veut innovante en axant ses études sur une approche participative, multidisciplinaire et sur les besoins ►

## Quand les élites se préoccupent des pauvres

De sa présidence (1991 à 1993) de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement, le monde n'avait retenu que l'affaire du marbre de Carrare. Cela fit sourire quand l'ancien conseiller spécial auprès du Président de la République créa, en 1998, PlaNet Finance, un cabinet d'études sur le microcrédit. Jacques Attali, héraut de l'aide aux pauvres ? Sept ans plus tard, force est de constater que cette association tient la route. Pour Attali « *la pauvreté progresse bien plus vite que le microcrédit. Il faudrait multiplier par dix le niveau actuel.* » Et l'on n'y parviendra pas sans une prise de conscience globale grâce à l'implication de très grands noms – Bill Gates, George Soros, Bill Clinton, Gorbatchev – comme cela s'est fait pour la lutte contre la faim ou le sida. Le microcrédit cherche donc son icône.

*Suite en page 10*

(1) MORDUCH, J. [1999], *The Microfinance Promise*, journal of Economic Literature, Vol. XXXVII, p. 1569-1614.

(2) CAJOT, F. [2004], *Analyse critique des méthodes de l'évaluation de la microfinance, études d'impact et mesure de la performance sociale*, Université de Liège, 2004

(3) AIMS = *Assessing Impact Microenterprise program Services*

(4) USAID = Coopération américaine

## Suite de la page 9

Avec Attali, il a déjà un bateleur actif et volubile. Mais pessimiste. Car le problème, c'est que les pauvres ne font plus peur : « *Personne ne peut plus craindre que la misère ne provoque une menace suffisamment crédible de révolte pour inquiéter l'élite mondiale et la faire changer de priorités* », avait-il lancé au gotha de la finance réuni à Aspen en 1997. PlaNet Finance exerce trois métiers : l'assistance technique aux banques, l'évaluation des organismes de microcrédit et le financement. PlaNet Finance, qui ne fait aucun prêt à des particuliers, lève des fonds et les prête à des organismes de microcrédit. Elle a des partenariats avec plusieurs dizaines d'entreprises, dont BNP Paribas, la Société générale et Axa.

## ► le Nouvel Observateur du jeudi 22 septembre 2005.

► des clients des IMF. Cette méthode a été développée suite au programme AIMS<sup>(3)</sup> mené de 1995 à 2001 par l'USAID<sup>(4)</sup>. AIMS, partait du constat que les IMF s'orientaient vers l'offre et vers la performance financière sans connaître véritablement leurs clients.

### La performance sociale comme alternative

Une nouvelle voie intéressante s'ouvre aux acteurs de la microfinance. En effet, certains d'entre eux s'interrogent sur l'opportunité d'en estimer à la fois les performances financières et sociales, soit le « double rendement ». La performance sociale évalue la mise en pratique effective des objectifs sociaux d'une institution visant à améliorer les conditions de vie des clients pauvres et de leur famille. Elle vise également à étendre la gamme d'opportunités de leur communauté. Cette méthode ne prétend pas évaluer directement l'impact de la microfinance mais pose l'hypothèse qu'une bonne performance sociale implique des changements positifs dans la vie des personnes ayant recours à des services de microfinance.

On ne parle pas ici de mesurer l'impact de la microfinance en tant que tel sur les clients (étude d'impact classique) ni de comprendre qui sont les clients et quels sont leurs besoins en termes de produits financiers (étude du type AIMS tel que IKM de PlaNet Finance). Par contre, il s'agit de vérifier que les institutions développent la capacité de réaliser simultanément des objectifs financiers et sociaux. Et soient capables d'en rendre compte d'une manière satisfaisante via un audit externe, ceci pour répondre notamment à l'intérêt croissant de la part d'investisseurs privés sociaux pour la microfinance.

Dans ce contexte, la mesure de la performance sociale, associée à la mesure de la performance financière, permettrait d'intégrer les intérêts des bailleurs de fonds et ceux des praticiens. La mesure de la performance financière aiderait les donateurs à contrôler la bonne allocation de leurs fonds. La mesure de la performance sociale, quant à elle, pousserait les IMF à maintenir leur mission sociale. Cette initiative se base néanmoins sur une hypothèse non encore vérifiée : un bon score social induit un impact positif de l'IMF.

Ainsi, suite à une réunion en mars 2005, la *Fondation Argidius*, la *Fondation Ford* et le

*Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)* se sont associés pour fédérer les différentes initiatives existantes de mesure de la performance sociale. L'objectif de cette rencontre était d'arriver à un cadre commun international et de développer un plan d'action pour faire avancer les bonnes pratiques de la mesure de performance sociale. Six groupes de réflexion ont été créés à l'échelle internationale.

Le premier travaille sur une définition commune à tout le secteur de la microfinance. Le deuxième, mené par Bart de Bruyn de l'ONG belge Trias, a permis de rédiger une charte dans laquelle les signataires s'engagent à promouvoir, à mesurer et à poser des actes afin d'améliorer leur performance sociale. Plus de cinquante organisations internationales se sont déjà engagées dans cette voie. (la charte est présentée sur le site [www.triangob.be](http://www.triangob.be)). Les autres groupes vont développer un site Internet, réaliser la promotion de la performance sociale dans le secteur et intégrer la performance sociale dans le rating financier des IMF.

Dans la pratique, les bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale ou les agences gouvernementales pour le développement sont limités dans leurs aides financières. Ils n'offrent des fonds aux institutions de microfinance du Sud qu'à la condition d'une certaine rentabilité. Ces conditions visent souvent l'indépendance financière à moyen terme. Cette performance économique ne peut être accomplie que grâce à l'exclusion des populations les plus à risque, soit les plus pauvres. La perte des subsides et des prêts diminue donc de manière significative le champ d'action des IMF.

La recherche de la performance conduit inévitablement à une réduction des services extra-financiers comme la formation à la gestion, ou encore l'éducation à la santé. Bien que la promotion sociale et la réduction de la pauvreté dans la microfinance soient des objectifs dominants, Anton Simanowitz<sup>(5)</sup>, directeur du groupe de recherche Imp-act<sup>(6)</sup>, affirme qu'« *il n'a pas encore été défini de niveau de performance sociale qui pourra être raisonnablement espéré dans différents contextes ou de système pour mesurer celui-ci* ». La mesure de la performance sociale pourrait en tout cas, selon Marc Mees, responsable microfinance chez SOS Faim, aider les institutions de microfinance à conserver leur « âme » face aux pressions des donateurs qui veulent les rendre complètement indépendantes en termes financiers. ■

(5) SIMANOWITZ, A. [2003], *Social performance, poverty and organisational learning : institutionalising impact in microfinance*, Conference paper, 24-25 novembre 2003, Enterprise Development Impact Assessment Information Service (EDIAIS).

(6) Voir [www.imp-act.org](http://www.imp-act.org)